



Numéro PPQ/9286

vendredi 23 janvier 2015

Les grands titres:

- Malawi : l'ONU renforce son assistance face aux inondations, malgré le manque de ressources
- RDC : plusieurs hauts responsables internationaux s'inquiètent de la montée des violences
- Soudan du Sud : Ban Ki-moon salue l'accord d'Arusha sur la réunification du SPLM
- A Davos, Ban exhorte à une action mondiale pour le développement, l'égalité des sexes et le changement climatique
- Le Conseil de sécurité de l'ONU en visite à Haïti pour une durée de trois jours
- Le Salvador : l'ONU salue le pardon d'une femme condamnée pour avortement
- Centrafrique : l'ONU lance un appel de fond pour continuer à porter assistance aux réfugiés
- Ukraine : l'ONU condamne le bombardement d'un arrêt de trolleybus à Donetsk
- Yémen : sur fond de démissions du Président et du Premier ministre, l'ONU lance un appel au calme
- Arabie saoudite : Ban Ki-moon rend hommage au défunt Roi Abdallah
- Ban Ki-moon nomme un Groupe consultatif d'experts sur le dispositif de consolidation de la paix

Malawi : l'ONU renforce son assistance face aux inondations, malgré le manque de ressources



23 janvier - Alors que le Malawi est ravagé par de violentes inondations, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a commencé à distribuer des biscuits énergétiques pour les personnes bloquées dans le district de Nsanje, dans le sud du pays, l'un des plus touchés par les dégâts.

Selon la presse, plusieurs dizaines de personnes sont mortes et plus de cent autres sont portées disparues au Malawi, en raison des inondations provoquées par des pluies torrentielles tombées depuis plus d'une semaine, particulièrement dans la moitié sud du pays. Face à l'ampleur de la situation, le Président du pays, Peter Mutharika, a lancé un appel à l'aide humanitaire internationale.

Dans un communiqué de presse rendu public vendredi à Lilongwe, la capitale du Malawi, le PAM a annoncé que quelque 77 tonnes de biscuits, assez pour nourrir 77 000 personnes, ont été transportées dans le pays depuis le Dépôt de Réponse Humanitaire des Nations Unies de Dubaï cette semaine. Selon l'agence, ce type d'aliment prêt à être consommé est privilégié pour les personnes les plus vulnérables, en particulier les enfants, qui ont dû fuir leurs maisons et qui n'ont pas accès ni à de la nourriture ni à des installations pour cuisiner.

« Atteindre les zones les plus touchées pour évaluer les besoins a été extrêmement difficile, car de nombreuses routes et ponts ont été endommagés ou détruits », a déclaré le PAM, précisant que selon les derniers chiffres du module de la sécurité alimentaire du Malawi, quelque 370.000 personnes ont besoin de nourriture en urgence ainsi que d'assistance.

Quelques jours après que le président du Malawi ait déclaré l'état de catastrophe dans 15 des 28 districts du pays, le PAM a



annoncé qu'il avait commencé à distribuer du maïs, des haricots, de l'huile végétale et du Super Cereal (une farine enrichie en vitamines et minéraux) aux personnes qui ont dû fuir leurs maisons.

« En coopération avec le gouvernement du Malawi, les agences des Nations Unies et d'autres organisations humanitaires, le PAM vise à apporter une assistance alimentaire à 150.000 personnes déplacées avant la fin de la semaine », a précisé l'agence l'ONU.

Le PAM a par ailleurs salué l'annonce faite par le gouvernement du Malawi annonçant la mise à disposition de 14.000 tonnes de maïs en provenance de sa réserve stratégique de céréales.

« Des fonds sont maintenant nécessaires pour transporter et distribuer cette nourriture », a déclaré le PAM en conclusion, précisant avoir besoin de 18 millions de dollars d'urgence pour poursuivre son assistance aux victimes des inondations au Malawi.

RDC : plusieurs hauts responsables internationaux s'inquiètent de la montée des violences



23 janvier - Face à la détérioration de la situation en République démocratique du Congo (RDC), notamment à Kinshasa et dans d'autres villes, suite à l'adoption par l'Assemblée nationale d'un projet de loi électorale, plusieurs hauts représentants de l'ONU, d'organisations régionales et d'Etats membres ont fait part vendredi de leur vive préoccupation.

Dans une déclaration conjointe à la presse, un certain nombre d'Envoyés spéciaux pour la Région des Grands Lacs ont exprimé leur profonde préoccupation face à l'escalade de la violence en RDC, faisant suite notamment au communiqué de presse rendu public la veille par le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans lequel il demandait aux forces de sécurité du pays et aux manifestants de s'abstenir de toute autre forme de violence et de faire preuve de la plus grande retenue

L'Envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Said Djinnit, le Représentant spécial du Secrétaire général en RDC et chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), Martin Kobler, le Représentant spécial de l'Union Africaine pour les Grands Lacs, Boubacar Diarra, le Coordonnateur principal de l'Union Européenne pour la Région des Grands Lacs, Koen Vervaeke, l'Envoyé spécial des Etats Unis pour les Grands Lacs et la RDC, Russell D. Feingold, et l'Envoyé spécial de Belgique pour les Grands Lacs, Frank de Coninck ont exprimé leur condoléances aux familles des personnes ayant trouvé la mort dans les violences.

Faisant écho à l'appel du Secrétaire général, les Envoyés spéciaux ont exhorté le gouvernement de la RDC à faire preuve de retenue et à maintenir l'espace politique suffisamment ouvert de façon à favoriser la libre expression pacifique des opinions. Ils ont par conséquent condamné toute utilisation de la force contre des manifestants désarmés et pacifiques ainsi que les arrestations arbitraires, tout en précisant que les manifestants et leurs leaders avaient la responsabilité de poursuivre leurs objectifs politiques de manière non-violente, en conformité avec les lois du pays.

Tout en déplorant les pertes en vies humaines, les destructions de biens et les actes de pillage, qui devraient faire l'objet de poursuites judiciaires, les Envoyés spéciaux ont manifesté leur inquiétude face aux rapports selon lesquels le gouvernement du pays aurait restreint l'accès à certains sites internet et ordonné l'arrêt des communications par SMS ou transmission radio.

Les Envoyés spéciaux ont en outre appelé le gouvernement de la RDC à s'attaquer aux causes sous-jacentes à l'agitation actuelle, en s'assurant notamment que toutes les lois électorales respectent les dispositions pertinentes de la Constitution du pays. Ils ont ainsi réitéré leur soutien à un processus électoral crédible, inclusif et pacifique et ont encouragé le gouvernement à finaliser un calendrier électoral pour des échéances nationales dans les délais impartis par la Constitution.

De son côté, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a également réagi à la montée de la violence.

« Nous exhortons le gouvernement à mener sans délai une enquête approfondie et indépendante sur tout usage excessif de la force par les forces de maintien de l'ordre – et en particulier l'utilisation de balles réelles contre les manifestants », a déclaré un porte-parole du HCDH lors d'une conférence de presse à Genève.

« Nous appelons également les autorités à libérer rapidement tous ceux qui ont été détenus pour avoir exercé leur droit de réunion pacifique, pour l'expression de leurs points de vue, pour leur affiliation avec l'opposition ou pour leur désaccord avec les amendements à la loi électorale », a conclu le porte-parole du HCDH.

Soudan du Sud : Ban Ki-moon salue l'accord d'Arusha sur la réunification du SPLM



23 janvier - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité vendredi de l'accord sur la réunification du Sudan People's Liberation Movement (SPLM), signé par les parties au conflit au Soudan du Sud dans la capitale tanzanienne.



Le Président du Soudan du Sud, Salva Mayardit Kiir, et l'ancien vice-président, Riek Machar, réunis à Arusha sous les auspices de la Tanzanie, ont signé mercredi 21 janvier un accord sur la réunification du Soudan SPLM.

Dans un communiqué de presse rendu public par son Porte-parole au siège de l'Organisation à New York, M. Ban a appelé à la mise en œuvre immédiate de cet accord, s'agissant notamment de l'engagement pris par Salva Kiir et Riek Machar de respecter le cessez-le-feu. Le Secrétaire général a en outre encouragé les signataires à résoudre la question de la direction du SPLM dans les plus brefs délais.

M. Ban a par ailleurs rappelé aux parties que « le temps est désormais compté », les a exhortant à saisir l'occasion du prochain sommet de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) dans le but de parvenir à un accord définitif sur la fin du conflit, comprenant notamment une solution de partage du pouvoir et des mesures pour remédier à ses causes profondes et garantir la reddition de comptes.

A Davos, Ban exhorte à une action mondiale pour le développement, l'égalité des sexes et le changement climatique



23 janvier - En ce début d'année 2015, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exhorté vendredi les dirigeants mondiaux réunis au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, à centrer leur attention sur un large éventail de questions, allant du réchauffement climatique, au développement durable, en passant par l'égalité des sexes.

« 2015 est l'année de l'action mondiale », a déclaré M. Ban à l'occasion d'une première série de remarques livrées plus tôt dans la journée.

« Avec l'adoption du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, d'un ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) et d'un accord sur le changement climatique universel et significatif en décembre cette année à Paris, je pense que nous pouvons mettre nos vies, notre monde, sur la voie d'un avenir meilleur », a déclaré le chef de l'ONU.

M. Ban est actuellement à Davos afin de promouvoir l'ordre du jour des Nations Unies pour 2015. Il devrait s'agir d'une année cruciale pour l'Organisation et ses États membres alors que ces derniers se préparent à l'échéance imminente de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et travaillent pour parvenir à un accord mondial lors de la conférence de Paris sur le climat.

Lors d'une réunion dédiée aux OMD à Davos, en marge du Forum économique mondial, le Secrétaire général a souligné l'importance d'élaborer une stratégie crédible s'agissant des ODD, afin de poursuivre les questions laissées en suspens par les OMD, ajoutant que les États membres devront mettre au point « des objectifs très solides, visionnaires et ambitieux » pour mener à bien la vision d'un monde sans pauvreté.

« La principale priorité est de faire en sorte que ces objectifs soient centrés sur la personne, sensibles au sort de la planète et respectueux du climat », a-t-il poursuivi. « Les populations devraient être au centre de notre vision ».

Dans ce contexte, les gains futurs des ODD dépendront de la capacité à faire avancer la cause de la parité entre les sexes, a également souligné M. Ban, attirant notamment l'attention sur la campagne HeForShe, lancée à l'initiative d'ONU Femmes.

« Les Objectifs du Millénaire pour le développement ont démontré que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont essentielles à la lutte contre la pauvreté, la faim et d'autres problèmes mondiaux », a insisté le Secrétaire général.

Le Conseil de sécurité de l'ONU en visite à Haïti pour une durée de trois jours



23 janvier - Les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies devaient entamer vendredi une visite de trois jours en Haïti, du 23 au 25 janvier, durant laquelle il est prévu qu'ils se rendent à Port-au-Prince, la capitale haïtienne, et à Cap-Haïtien, au nord du pays.

« Avec cette mission, le Conseil de sécurité cherche à réaffirmer son soutien continu au gouvernement et au peuple d'Haïti; à demander instamment aux acteurs politiques d'Haïti de travailler de concert et sans plus tarder pour organiser des élections législatives, sénatoriales partielles, municipales et locales libres, équitables, inclusives et transparentes ; à évaluer la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité pertinentes, dont la résolution 2180, le développement croissant des capacités de l'Etat haïtien, et notamment le renforcement continu de la Police nationale haïtienne, et la pratique croissante par les autorités nationales de la responsabilité étatique en faveur du maintien de la stabilité et de la sécurité dans le pays », a précisé une note aux correspondants de presse cosignée par le Bureau du porte-parole du Secrétaire général de l'ONU et les Missions permanentes du Chili et des États-Unis auprès de l'Organisation.

Au cours de cette visite en Haïti, co-organisée par les Missions permanentes du Chili et des États-Unis, les membres du Conseil de sécurité seront également amenés à exprimer leur soutien en faveur de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et de la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU dans le pays, Sandra Honoré.

Durant leur séjour, les membres du Conseil s'entretiendront avec le Président de la République Michel Martelly et des hauts fonctionnaires du gouvernement haïtien, ainsi qu'avec des agences des Nations Unies travaillant en Haïti et des représentants des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police à la MINUSTAH. Ils rencontreront également des hommes politiques et des représentants de la société civile.

Le Salvador : l'ONU salue le pardon d'une femme condamnée pour avortement



23 janvier - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a salué vendredi la décision du Salvador de gracier une femme dont la condamnation pour recours illégal à l'avortement avait été reclassée en peine de prison pour homicide.

« Nous saluons la décision sans précédent prise par l'Assemblée législative salvadorienne de gracier Carmen Guadalupe Vásquez Aldana (dite 'Guadalupe'), une travailleuse domestique de 23 ans qui avait fait une fausse couche à l'âge de 18 ans après avoir été violée, avant d'être reconnue coupable d'homicide aggravé lors de son procès, après le

reclassement de son crime 'd'avortement' en 'homicide' », s'est félicité un porte-parole du HCDH lors d'une conférence de presse à Genève.

Le recours en grâce de « Guadalupe » était l'une des 17 demandes de pardon présentées devant la Cour suprême du pays en 2014 par des femmes emprisonnées pour des accusations similaires. Le pardon de Carmen Guadalupe Vásquez Aldana a été accordé le 21 janvier après un examen judiciaire complexe par la Cour suprême salvadorienne, qui nécessitait notamment un vote majoritaire en séance plénière par l'Assemblée législative. « Guadalupe » avait effectué sept des 30 années de prison auxquelles elle avait été condamnée.

La loi salvadorienne interdit et pénalise l'avortement, y compris dans les cas de viol, d'inceste ou lorsque la vie et la santé de la femme sont en danger. L'agence des droits de l'homme de l'ONU a régulièrement exprimé ses inquiétudes à propos de l'interdiction totale et de la criminalisation de l'avortement au Salvador, et des conséquences de ces mesures sur le droit des femmes.

Tout en se réjouissant de la décision de l'Assemblée législative salvadorienne de gracier « Guadalupe », le HCDH a exprimé son souhait que d'autres femmes emprisonnées au Salvador pour des motifs identiques soient libérées et que les autorités modifient la loi du pays pour la rendre conforme aux droits liés à la sexualité et aux droits de la procréation.

Centrafrique : l'ONU lance un appel de fond pour continuer à porter assistance aux réfugiés



Des résidents musulmans de Kaga Bandoro, en République centrafricaine, fuient vers le Tchad, escortés par des miliciens Séléka en mars 2014. Photo

ONU/Emmanuelle Schneider

23 janvier - L'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a lancé vendredi un appel de fonds d'un montant de 331 millions de dollars afin de lui permettre de porter assistance à plus de 450.000 réfugiés centrafricains qui luttent actuellement pour survivre dans la région.

Lors d'une conférence de presse à Genève, un porte-parole de l'agence de l'ONU pour les réfugiés, Karin de Gruijl, a expliqué que cet appel, lancé par le HCR et 18 de ses partenaires, pour obtenir 331 millions de dollars supplémentaires a pour but de permettre à l'agence de fournir une protection, de la nourriture, de l'eau potable, des abris, et des soins de santé de base à environ de 460.000 réfugiés centrafricains, dont l'agence estime qu'ils tenteront de chercher refuge au Cameroun, au Tchad, en République démocratique du Congo (RDC) et en République du Congo d'ici la fin de l'année.

Plus de deux ans de guerre civile et de violence en République centrafricaine ont entraîné au déplacement de milliers de personnes, alors que les affrontements se entre l'alliance Séléka à majorité musulmane et les milices chrétiennes anti-Balaka.

Selon les estimations de l'ONU, près de 440.000 personnes sont toujours déplacées dans le pays et 190.000 autres ont demandé asile au-delà des frontières centrafricaines. Dans le même temps, plus de 36.000

personnes, y compris issues de l'ethnie minoritaire peule, restent piégées dans des enclaves à travers le pays, caressant l'espoir de trouver asile dans les États voisins.

Ukraine : l'ONU condamne le bombardement d'un arrêt de trolleybus à Donetsk



23 janvier - Les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ont fermement condamné jeudi soir le bombardement d'un arrêt de transport public dans la ville de Donetsk, à l'est de l'Ukraine, dans lequel de nombreux civils ont trouvé la mort.

Selon la presse, un arrêt de trolleybus a été touché par un obus le jeudi 22 janvier dans un quartier de Donetsk jusqu'à présent relativement épargné par les combats, tuant au moins 15 personnes et faisant plus d'une vingtaine de blessés parmi les civils. Cette tragédie intervient alors que l'Ukraine est sous le coup d'un regain des combats ces derniers jours, ces derniers, initialement concentrés autour de l'aéroport de Donetsk, s'étant propagés à travers les régions de Donetsk et de Louhansk.

Dans une déclaration de presse, les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur profonde sympathie et leurs condoléances aux familles des victimes, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés.

Les membres du Conseil de sécurité ont souligné la nécessité de mener une enquête en toute objectivité afin de traduire les auteurs de cet acte répréhensible devant la justice.

Le Conseil de sécurité a souligné la nécessité d'une mise en œuvre intégrale du Protocole de Minsk, signé le 5 septembre, et du Mémorandum de Minsk, signé le 19 septembre, portant sur les modalités du cessez-le-feu convenu dans le Protocole.

Les 15 membres du Conseil ont également salué la déclaration conjointe des ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de l'Ukraine du 21 janvier 2015 à Berlin relative aux discussions en cours en vue de trouver une solution pacifique à la crise.

Yémen : sur fond de démissions du Président et du Premier ministre, l'ONU lance un appel au calme



23 janvier - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est dit jeudi soir gravement préoccupé par l'évolution de la situation au Yémen, suite aux démissions plus tôt dans la journée du Président du pays, Abd Rabbo Mansour Hadi, et de son Premier ministre, Khaled Bahah.

Les démissions du Président et du Premier ministre du Yémen sont intervenues suite aux violents combats qui ont opposé ces derniers jours les miliciens et les gardes du palais présidentiel, provoquant la vague de violence la plus grave à Sana'a depuis l'entrée dans la capitale yéménite il y a quatre mois de miliciens chiites, les houthis, qui dénoncent notamment le projet de Constitution défendu par le gouvernement.

Dans un communiqué de presse rendu public par son Porte-parole au siège de l'Organisation à New York, M. Ban a appelé l'ensemble des parties à faire preuve de retenue et à maintenir la paix et la stabilité au Yémen, en ces temps incertains pour le pays.

Le Secrétaire général a par ailleurs exhorté toutes les parties à travailler étroitement avec son Conseiller spécial pour le Yémen, Jamal Benomar, actuellement à Sana'a, la capitale du pays, où il procède à des consultations avec toutes les parties afin de trouver une solution pacifique à la crise actuelle.

Arabie saoudite : Ban Ki-moon rend hommage au défunt Roi Abdallah



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (à gauche) avec le Roi Abdallah d'Arabie saoudite en juin 2008 à Djeddah.

23 janvier - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a fait part de sa tristesse jeudi soir en apprenant le décès du Serviteur des deux saintes mosquées, le Roi Abdallah ben Abdulaziz Al-Saoud, du Royaume d'Arabie saoudite.

Dans un communiqué de presse rendu public par son Porte-parole au siège de l'Organisation à New York, M. Ban a exprimé ses condoléances au gouvernement et au peuple du Royaume d'Arabie Saoudite.

Le Secrétaire général a rappelé à cette occasion que le Roi Abdallah avait significativement contribué au développement du Royaume. « Sous sa direction durant les décennies où il assumé différentes hautes fonctions au sein du gouvernement, le Royaume d'Arabie Saoudite a réalisé des progrès remarquables en matière de prospérité pour son peuple », a salué le chef de l'ONU.

Le Secrétaire général a également rendu hommage aux efforts déployés par le Roi Abdallah pour relever les défis régionaux et internationaux en cette période troublée, marquée notamment par des changements rapides, et pour promouvoir le dialogue entre les religions du monde.

« En tant qu'instigateur de l'Initiative de paix arabe, le Roi Abdallah a laissé un héritage tangible susceptible de montrer la voie de la paix au Moyen-Orient », a ajouté le Secrétaire général, tout en saluant le défunt leader pour la générosité dont il a fait preuve dans son soutien humanitaire et au développement dans le monde arabe et au-delà.

« Le mondes arabe et islamique et la communauté internationale se souviendront du leadership du Roi Abdallah », a déclaré en conclusion M. Ban.

Ban Ki-moon nomme un Groupe consultatif d'experts sur le dispositif de consolidation de la paix



Des Casques bleus brésiliens de la MINUSTAH patrouillent dans le quartier de Bel Air, à Port-au-Prince. Photo: MINUSTAH/Jesús Serrano Redondo

23 janvier - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé jeudi soir la nomination d'un Groupe consultatif d'experts sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies.

Le 15 décembre dernier, les Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'Organisation avaient demandé au chef de l'ONU de procéder à la nomination de sept experts au maximum, en vue de constituer un Groupe consultatif sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies.

Dans un communiqué de presse rendu public par l'intermédiaire d'un porte-parole, le Secrétaire général s'est félicité de la nomination des sept experts suivants : M. Anis Bajwa, du Pakistan, Mme Saraswathi Menon, de l'Inde, Mme Funmi Olonisakin, du Nigeria, M. Ahmedou Ould-Abdallah, de la Mauritanie, M. Charles Petrie, de la France, M. Gert Rosenthal, du Guatemala, et Mme Edith Ssempala Grâce, de l'Ouganda.

Conformément au statut approuvé par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, le Groupe consultatif d'experts se livrera à un examen par pays au Burundi, en République centrafricaine, en Sierra Leone, au Soudan du Sud, et au Timor-Leste. Sur la base de ces évaluations politiques et institutionnelles du dispositif de consolidation de la paix, le Groupe consultatif d'experts formulera dans un second temps es conclusions et recommandations.

Le Groupe consultatif d'experts soumettra ensuite un rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité

pour leur revue via un processus intergouvernemental pris en charge par des facilitateurs désignés par les deux organes. Ce processus intergouvernemental doit se solder par une décision conjointe de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité d'ici la fin de 2015.